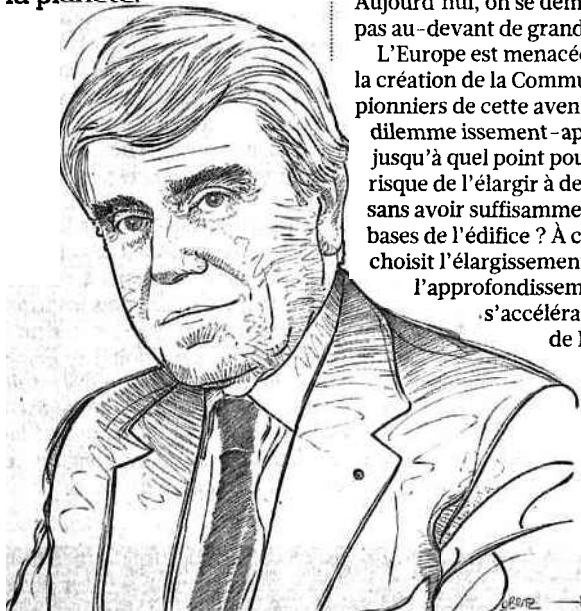




Le monde en danger

**Thierry
de Montbrial**

Au lendemain du G20, le directeur général de l'Ifri (1) et fondateur de la World Policy Conference (2) s'inquiète du déficit de leadership qui menace la planète.



Deux petites décennies d'illusions, d'idéologie, de folies, de capitalisme effréné, de retournements, de faillites, de drames individuels et collectifs, et en définitive de mal-gouvernance, ont séparé la fin de la Première Guerre mondiale et le début de la deuxième. Vingt ans. À la fin de 2011, on commémorera le vingtième anniversaire de la chute de l'URSS. Du point de vue politique, le XX^e siècle s'est achevé dans l'euphorie en 1989. Le XXI^e siècle a commencé dans l'angoisse en 2008. En 1989-1990, un Francis Fukuyama rêvait de « *la fin de l'Histoire* ». Aujourd'hui, on se demande si l'on ne va pas au-devant de grands drames.

L'Europe est menacée d'éclatement. Dès la création de la Communauté, les pionniers de cette aventure ont identifié le dilemme issement-approfondissement : jusqu'à quel point pouvait-on prendre le risque de l'élargir à de nouvelles nations sans avoir suffisamment consolidé les bases de l'édifice ? À chaque étape, on choisit l'élargissement au détriment de l'approfondissement. La tendance s'accéléra et, après le traité de Maastricht, on

voulut voir dans l'Union européenne la panacée pour résoudre les problèmes du postcommunisme. La création de la monnaie unique fut

conçue comme un antidote à la dilution, mais la zone euro ne résista pas au syndrome de l'élargissement accéléré. Les membres fondateurs eux-mêmes transgressèrent les règles qu'ils avaient sagement édictées. Qu'un pays comme la Grèce ait pu en arriver à ce degré de déséquilibre illustre l'irresponsabilité générale d'une époque. La bulle a éclaté comme toutes les bulles, ou tous les tremblements de terre, c'est-à-dire sans préavis.

Depuis bientôt deux ans, les efforts chaotiques entrepris pour régler les problèmes n'ont pas convaincu ces fameux marchés que l'on avait décrétés « efficaces » en s'appuyant sur un mélange effrayant d'intérêts particuliers et de fausse science. Il y a encore quelques jours, il a suffi que l'idée d'un référendum traverse l'esprit du premier ministre grec pour bouleverser l'ordre du jour d'un G20 préparé depuis des mois, et le monde retient son souffle face au risque que les moutons de la finance ne lancent une « bataille décisive » contre l'Italie.

À Cannes, le couple franco-allemand a gagné un répit, mais pas la guerre. La mise en question de l'intégrité de la zone euro, sinon de l'euro lui-même, n'est plus un sujet tabou. Étant donné l'euro-scepticisme général et les tendances populistes qui s'affirment ici et là, la mort de l'euro scellerait le destin de l'Europe.

Mais la crise de l'Europe n'est pas isolée. Pour la première fois depuis les années 1930, les Américains doutent d'eux-mêmes et des vertus de leur modèle. On avait perdu la mémoire

de pareille radicalisation des débats idéologiques entre républicains et démocrates. C'est l'incapacité prolongée de s'accorder sur une stratégie de réduction de la dette qui justifie la dégradation de la note souveraine de la première puissance économique mondiale.

Parallèlement, le désengagement des États-Unis vis-à-vis de l'Europe prend une tournure concrète, sur le plan économique mais aussi politico-stratégique, comme on l'a vu en Libye. Et, puisque je mentionne l'affaire libyenne, comment ne pas relever que le printemps arabe, loin d'être vraiment perçu comme une chance dans les pays porteurs des valeurs de la démocratie et des droits de l'homme, suscite autant d'inquiétudes que

peut pas l'être. Pékin donne la priorité à ses propres affaires. Les Chinois entendent participer à certains aspects de la gouvernance internationale, mais leur expérience historique ne les prédispose pas au leadership mondial. Ce qui est vrai pour la Chine l'est a fortiori pour d'autres États comme la Russie, l'Inde ou le Brésil.

C'est dire que le déficit de leadership qui menace actuellement le monde dans son ensemble doit être prioritairement comblé par ceux-là mêmes qui ont derrière eux des siècles de pratique, c'est-à-dire les Occidentaux. Il est vrai qu'en termes de démographie ou de PIB, la part de l'Europe ne cesse de reculer. Mais ces indicateurs ne reflètent

« La passe difficile que traverse actuellement le monde occidental, tant sur le plan politique qu'économique, n'est pas compensée par les pays émergents, et ne peut pas l'être »

d'espoirs, comme si l'on redoutait les conséquences ultimes de cette nouvelle déstabilisation, à l'instar des Israéliens ou des chrétiens d'Orient. Comment ne pas déplorer aussi, au passage, le leadership décevant en matière internationale du président Obama - auquel le prix Nobel avait été décerné l'an dernier en quelque sorte à crédit.

La passe difficile que traverse actuellement le monde occidental, tant sur le plan politique qu'économique, n'est pas compensé par les pays émergents, et ne

pas son poids absolu. Je n'hésite pas à prédire que, si l'Union européenne devait se déliter, la paix serait menacée en Europe même. À l'inverse, si nous parvenons à surmonter la crise, nous consoliderons les chances de ce que les Chinois appellent un monde plus harmonieux. Dans les mois à venir, deux leaders continueront de porter à cet égard des responsabilités historiques : Angela Merkel et Nicolas Sarkozy.

(1) Institut français des relations internationales. (2) Dont la quatrième édition se tiendra à Vienne du 9 au 11 décembre 2011.